

PAKISTAN**78 éléments armés abattus depuis le début de l'opération de l'armée dans le Waziristan**

L'armée pakistanaise a affirmé hier avoir abattu 78 éléments armés depuis le début, il y a trois jours, de son opération contre les insurgés implantés dans le district du Waziristan du Sud (nord-ouest).

Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole de l'armée, le général Athar Abbas, a déclaré, en se référant à des sources militaires, que «18 éléments armés avaient été tués lors des dernières 24 heures dans divers affrontements avec les forces de

sécurité qui ont perdu de leur côté deux soldats». Ces chiffres portent au total à 78 le nombre d'insurgés tués depuis le début de l'opération militaire lancée samedi dans le nord-ouest du pays, alors que dans les rangs de l'armée, on enregistre neuf morts.

Dimanche, des sources militaires ont fait état de 60 morts parmi les insurgés contre 5 militaires tués durant les dernières 24 heures.

L'armée avait commencé à se diriger samedi dernier vers le principal fief des Talibans dans la zone tribale du Waziristan

du Sud, pour ensuite pénétrer les territoires des tribus Mehsud, où sont retranchés les éléments du Mouvement des Talibans du Pakistan (TTP), groupe armé basé au Pakistan.

Le Pakistan est le théâtre d'une vague d'attentats qui ont fait plus de 2 200 morts en un peu plus de deux ans, selon des estimations. Le TTP a revendiqué la plupart de ces attaques.

Le pays avait connu un regain de violence ces douze derniers jours, avec 178 morts dans une série d'attaques.

DARFOUR**Khartoum sommé de réagir à la nouvelle donne des États-Unis**

Les États-Unis ont dit hier être disposés à aider le Soudan si des «avancées vérifiables» sont constatées sur le terrain, tout en menaçant Khartoum de «pression accrue» s'il ne répondait pas à la nouvelle politique américaine destinée à mettre fin au «génocide» au Darfour.

«L'octroi d'incitations ou l'imposition de mesures de rétorsion dépendront de (l'observation) d'avancées vérifiables sur le terrain», a dit la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, en dévoilant la nouvelle politique des États-Unis vis-à-vis du Soudan.

«Les mots ne suffisent pas» a-t-elle lancé, alors que Susan Rice, l'ambassadrice américaine à l'ONU, et Scott Gration, l'émissaire spécial de l'administration Obama pour le Soudan, étaient à ses côtés.

L'administration Obama a engagé en mars une révision de la politique américaine envers le Soudan, prévoyant une certaine ouverture vers le régime du président Omar el-

Béchir, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

M^{me} Clinton a affirmé hier que Washington serait attentif à ce que les élections prévues l'an prochain brillent par leur "crédibilité". Les scrutins – législatif, présidentiel et régional – sont prévus dans l'accord de paix global, qui a mis en fin en 2005 à deux décennies d'une guerre sanglante entre le Nord et le Sud du Soudan.

Mais les élections pourraient être reportées si les ennemis d'hier ne règlent pas rapidement leurs différends politiques. La chef de la diplo-

matie américaine a souligné que la nouvelle approche américaine visait à «mettre fin au conflit, aux violations des droits de l'homme, aux crimes de guerre et au génocide au Darfour», à s'assurer de la bonne application de l'accord de 2005, et à faire en sorte que le Soudan ne devienne pas un «repère de terroristes».

Susan Rice a, quant à elle, brandi la menace de «conséquences considérables» si l'une ou l'autre partie venait à ne pas respecter ses engagements.

Au même moment, le président Barack Obama a averti Khartoum qu'il devait s'attendre à une pression accrue s'il ne réagissait pas à la nouvelle politique américaine.

«Tout d'abord, il faut que nous cherchions une fin définitive au conflit, aux violations des droits de l'homme et au génocide au Darfour», a déclara-

ré M. Obama dans un communiqué.

«Si le gouvernement du Soudan agit pour améliorer la situation sur le terrain et faire avancer la paix, il y aura des incitations, s'il ne le fait pas, alors il y aura des pressions accrues imposées par les États-Unis et la communauté internationale», a poursuivi M. Obama.

«Alors que les États-Unis et nos partenaires internationaux prennent leurs responsabilités, le gouvernement du Soudan doit prendre ses responsabilités pour adopter des mesures allant dans une nouvelle direction», a encore dit le président américain, soulignant que «nos consciences et notre volonté de voir la paix et la sécurité régner nous poussent, Américains et membres de la communauté internationale, à agir dans l'urgence et avec détermination».

YÉMEN**L'ancien vice-président réclame un référendum sur l'autodétermination du Sud**

L'ancien dirigeant sudiste yéménite Ali Salem al-Baid a appelé hier l'ONU à organiser un référendum sur l'autodétermination du sud du Yémen et qualifié l'armée nordiste de «force d'occupation».

Dans une interview accordée à l'AFP depuis l'Allemagne où il vit en exil, M. Baid a demandé à l'ONU «de former une commission d'enquête sur la situation dans le sud, et d'y organiser un référendum sur l'autodétermination».

M. Baid, principale figure du mouvement séparatiste sudiste, a également appelé les Arabes à intervenir pour «régler la question par le dialogue, afin d'éviter que la situation ne dégénère en une guerre civile qui pourrait être exploitée par des parties extérieures».

Ancien vice-président lors de l'unification du Yémen du Nord et du Sud en 1990, M. Baid a proclamé la sécession du sud en mai 1994, avant de s'exiler lors de l'entrée des troupes nordistes à Aden en juillet de la même année. Il a affirmé que la situation dans le sud était actuellement «explosive», accusant «les forces d'occupation» nordistes de «se comporter comme les forces

d'occupation israéliennes» en Cisjordanie. Les forces yéménites ont arrêté «des centaines» d'activistes sudistes depuis mai dernier, et «ont tiré sur les manifestants, faisant plus de 200 morts et blessés», a affirmé M. Baid. Il a accusé le président Ali Abdallah Saleh d'avoir «posté ses unités militaires dans le sud, et d'avoir mis la main sur la terre et les ressources, car la plus grande partie du pétrole se trouve dans le Sud».

A la question de savoir si les séparatistes sudistes envisageaient un recours à la violence si les autorités nordistes n'accédaient pas à leurs demandes, il a répondu que «le mouvement pacifique ne peut pas se poursuivre indéfiniment».

«Nous sommes attachés aux moyens pacifiques, mais nous mettons en garde le pouvoir : il emploie les balles réelles contre des manifestants pacifiques, alors qui peut garantir que la patience des gens à l'égard de cette barbarie se poursuivra indéfiniment, surtout que les armes sont disponibles».

«Ce qui est certain, c'est que le peuple du sud Yémen marche clairement vers un État indépendant avec Aden pour capitale. Nous sommes dans le dernier quart d'heure», a encore assuré l'ancien dirigeant du

Parti socialiste yéménite, au pouvoir dans l'ex-Yémen du sud. Le sud est en ébullition depuis plusieurs mois sur fond de revendications politiques et sociales, ses habitants estimant faire l'objet de discriminations de la part des nordistes et ne pas bénéficier d'une aide économique suffisante.

M. Baid a appelé «à un règlement par le dialogue et à prohiber tout recours à la force». Mais il a assuré qu'il n'avait «aucun contact politique» avec le président Saleh.

L'ancien dirigeant sudiste s'était réfugié au sultanat d'Oman après l'écrasement de l'éphémère république sudiste en 1994, mais a dû quitter Mascate l'an dernier après avoir rompu son engagement de ne pas faire de déclarations politiques depuis ce pays voisin du Yémen.

Installé actuellement en Allemagne, il a dit espérer toujours revenir dans son pays, et souligné qu'il y avait toujours depuis 1994 «des centaines d'exilés sud-yéménites au quatre coins de la terre, privés même du droit d'avoir un passeport».

Il s'est récemment adressé par téléphone à des manifestants dans le sud du pays qui organisaient des marches demandant ouvertement la renaissance d'un État indépendant dans cette partie du pays.

NUCLÉAIRE**L'Iran négocie à Vienne l'enrichissement de son uranium à l'étranger**

L'Iran a entamé hier après-midi, sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la négociation d'un accord avec les États-Unis, la Russie et la France sur l'enrichissement à l'étranger d'uranium à usage civil, souhaitant apaiser les tensions autour de son programme nucléaire controversé.

La réunion a débuté peu après 13h20 GMT (15h20 locales) avec une intervention du directeur général de l'agence onusienne, Mohamed ElBaradei avant de se poursuivre à huis-clos au siège de l'AIEA et sous le contrôle de celle-ci.

Cependant, avant même le début des discussions, Téhéran a averti hier matin qu'en cas d'échec, l'Iran procéderait par ses propres moyens à l'enrichissement de l'uranium à 20 %. «La République islamique d'Iran continuera son enrichissement d'uranium jusqu'à 5 %, mais si les négociations ne donnent pas de résultats adéquats, nous commencerons nos activités pour produire de l'uranium enrichi à 20 % et nous ne renoncerons jamais à notre droit», a déclaré Ali Shirzadian, porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), cité par l'agence de presse iranienne IRNA.

La délégation iranienne est dirigée par l'ambassadeur de Téhéran à l'AIEA, Ali Asghar Soltanieh, et comprend Hamid-Reza Asgari, premier conseiller de l'OIEA. La délégation française est présidée par l'ambassadrice Florence Mangin. L'équipe américaine est dirigée par le secrétaire adjoint à l'énergie Dan Poneman, secondé par le représentant de Washington auprès de l'agence, Glyn Davies. La délégation russe est pilotée par le vice-responsable de l'agence atomique russe, Nikolaï Spassky.

Le 1^{er} octobre à Genève, après 15 mois sans la moindre négociation directe, l'Iran et les pays du groupe des Six (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne) étaient parvenus à un accord de principe : Téhéran livrerait une partie de son uranium enrichi à moins de 5 % à un pays tiers pour obtenir en contrepartie de l'uranium enrichi à 19,75 % pour son réacteur de recherche à Téhéran, totalement sous contrôle de l'AIEA, et cela à des fins médicales.

Ces nouvelles discussions entre puissances nucléaires et l'Iran sont considérées comme cruciales pour tenter d'apaiser les tensions sur le programme nucléaire controversé. L'Iran, dont la priorité est d'obtenir du combustible pour son réacteur de recherche, va devoir livrer à un pays tiers la plus grande partie des 1 500 kg d'uranium, enrichi ces dernières années malgré les injonctions du Conseil de sécurité de l'ONU de geler ces activités jusqu'à ce que l'AIEA puisse affirmer que le programme est purement civil comme l'affirme Téhéran.

Les occidentaux, en revanche, soupçonnent le régime islamique de vouloir se doter de l'arme atomique, un objectif nécessitant de l'uranium hautement enrichi.

Concrètement, les quatre pays doivent établir le volume et mettre au point les modalités de ce transfert d'uranium faiblement enrichi vers des usines spécialisées en Russie et en France de façon à obtenir des niveaux d'enrichissement nécessaires à la fabrication d'isotopes à des fins de traitements médicaux (cancer notamment) dans le réacteur de recherche de Téhéran.

Par ailleurs, Ali Shirzadian a «catégoriquement démenti» les informations selon lesquelles l'Iran acceptait de renoncer à ses activités d'enrichissement avec sa participation aux négociations de Vienne.

«Avec cette proposition (d'enrichissement par des tiers) l'Iran veut seulement faire baisser les coûts et démontrer sa volonté de s'entendre avec les autres pays. Cela ne signifie en aucun cas l'arrêt de l'enrichissement en Iran ou le transfert des activités d'enrichissement en dehors du pays», a-t-il ajouté.